

En quête obsessionnelle d'un avenir meilleur

Les harraga algériens reprennent le large

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3955 - Mercredi 24 août 2016 - Prix : 10 DA

Mascara

Un bébé percuté par un chauffard

Page 24

La flotte maritime nationale se renforce

Un nouveau navire marchand réceptionné

Page 2

L'Iran se rebiffe

Par Mohamed Habili

Une semaine ne s'est pas écoulée depuis le début de l'utilisation d'une base iranienne par les avions russes opérant en Syrie que les autorités de Téhéran décident d'y mettre fin et en des termes où elles laissent affleurer leur mécontentement de ce que les Russes s'en soient ouvertement félicités. Voilà deux alliés dans le conflit syrien, sans doute le pire que le monde ait connu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dont les efforts conjoints ont permis à la Syrie de tenir jusqu'à présent, mais dont l'un d'eux, l'Iran en l'occurrence, sur une divergence somme toute minime, emploie un ton qui conviendrait bien mieux à l'annonce d'une rupture d'alliance. Or il s'agit si peu de cela qu'il ne serait pas étonnant d'apprendre bientôt qu'en fait les avions russes n'ont pas cessé de décoller du territoire iranien pour aller frapper en Syrie, et qu'ils y reviennent à la fin de leurs missions, comme si de rien n'était. En effet, ni l'Iran ni la Russie ne peuvent se permettre de se brouiller durablement dans un contexte qui les a fait se ranger du même côté de la ligne de front, sans affaiblir leur allié commun, le régime syrien, autant dire leur cause commune, et sans que cela ne rejaillisse négativement sur chacun d'eux en particulier. Il n'en reste pas moins que l'Iran a plus besoin de la Russie dans les circonstances actuelles que la Russie de l'Iran. On peut s'en rendre compte sur le fait que c'est l'intervention directe de l'armée russe en Syrie, depuis maintenant une année, qui a sauvé le régime syrien, qui était en train de tomber.

Suite en page 3

Deux partis annoncent leur participation aux prochaines élections

Les ambitions électorales divisent les islamistes



Après le Mouvement El Islah qui a annoncé officiellement sa participation aux prochaines élections, à savoir les législatives et les locales de 2017, c'est au tour d'un autre parti du courant islamiste d'afficher ses ambitions électorales. Il s'agit du Mouvement pour l'édification nationale (MEN).

Lire page 3

Pour un meilleur encadrement du commerce

Le tarif douanier à dix chiffres applicable le 18 septembre

Page 2

Premier recueil de nouvelles de Karima Aitouche

«El Wadjh Ethaeth Lil Mona Lisa» dans les librairies

Page 13

La flotte maritime nationale se renforce

Un nouveau navire marchand réceptionné

■ Le ministre des Transports, Boudjemaa Talai, a présidé hier, à la gare maritime du Port d'Alger, une cérémonie de réception et de mise en exploitation d'un nouveau navire de marchandises, baptisé «Tinziren», dans le cadre du programme de renforcement de la flotte nationale de transport maritime.



PH/D.R.

dans ce secteur. Mais, beaucoup de travailleurs qui ont atteint un âge légal de départ à la retraite refusent de partir. Donc nous profitons de leur expérience pour former les générations futures. En attendant, le ministre affirme que le département du travail est en train d'étudier cette décision».

Ligne ferroviaire Annaba-Tunis «coincée» côté tunisien

La ligne ferroviaire assurant la liaison Annaba-Tunis ne sera pas rouverte de sitôt. De nombreuses difficultés côté tunisien retarderont encore son ouverture. Les tunnels situés dans le tronçon du côté tunisien posent bien et bel problème.

Leurs dimensions ne sont pas adaptées aux locomotives modernes et doivent ainsi être remises aux normes avant de pouvoir assurer la desserte Annaba-Tunis. Il s'agit notamment de leur élargissement, leur ventilation et leur dotation d'issues de secours, explique le ministre des transports. «Ça coincide du côté tunisien, dès que les Tunisiens régleront les problèmes techniques, la ligne sera opérationnelle».

L. A. R.

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, la Compagnie nationale de navigation (CNAN) a réceptionné hier au port d'Alger un navire de transport de marchandise. L'acquisition de ce navire, qui a coûté quelque 25 millions de dollars, vise à renouveler et renforcer les capacités de la flotte nationale qui ne couvre actuellement que 3% du marché algérien de transport maritime de marchandises hors-hydrocarbures, a expliqué Boudjemaa Talai, soulignant que le coût actuel de transport maritime est d'un milliard 600 000 dollars. L'objectif du secteur, a poursuivi le ministre, est d'augmenter cette part à 30% d'ici à cinq ans. Construit en Chine, ce navire

neuf dispose d'une capacité de transport de 12 000 tonnes de marchandises conteneurisées.

Lors d'une déclaration de presse, M. Talai a rappelé que le programme du gouvernement vise à moderniser le secteur des transports, dont le rajeunissement de la flotte maritime, aérienne et terrestre. Cette nouvelle acquisition permettra de consolider les capacités nationales et allégera la pression sur le transport de marchandises et des conteneurs (l'importation et l'exportation). Le pavillon maritime algérien dispose actuellement d'un huitième navire de transport de marchandises. L'acquisition de ce navire vient en effet, s'ajouter aux sept navires réceptionnés aupara-

vant. Selon le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaa Talai qui s'est félicité de cette acquisition, ce nouveau bateau sera amorti dans cinq ans et son crédit pris pour dix ans avec possibilité de rembourser à la moitié de la durée, à condition qu'il travaille en pleine capacité. Concernant

la retraite anticipée pour les navigateurs, le ministre a reconnu que c'est un droit absolu, parce que, explique-t-il, ces travailleurs sont classés dans la catégorie des métiers pénibles. Toutefois, il a reconnu que le secteur des transports maritime souffre un manque d'effectifs. «Y a un manque de ressource humaine

Bientôt de «nouvelles dispositions» du code de la route 120 milliards de dinars par an au Trésor public

PAR AILLEURS, avec 4 500 morts et 5 500 blessés annuellement, les accidents de la route coûtent au pays 120 milliards de dinars. Ce coût est considéré comme une moyenne annuelle, a indiqué Boudjemaa Talai. Pour remédier à cette situation, le ministre des Transports a parlé de «nouvelles dispositions» du code de la route visant à rendre plus rigoureux le contrôle technique. Parmi aussi les nouvelles dispositions, figure la mise en place du «permis à points» explique le ministre. Présenté au dernier Conseil des ministres, sera programmé au Parlement prochainement, rassure-t-il.

L. A. R.

Pour un meilleur encadrement du commerce

Le tarif douanier à dix chiffres applicable le 18 septembre

La nouvelle structure du tarif douanier à dix chiffres entrera en vigueur le 18 septembre prochain en remplacement de l'actuel tarif à huit chiffres qui comporte des insuffisances qui ont rendu nécessaire sa révision. L'objectif étant de protéger au mieux l'économie nationale et d'assurer un encadrement meilleur au commerce extérieur.

Outre de permettre la collecte, d'une manière plus détaillée, des données des statistiques du commerce extérieur, cette mesure vise aussi à aider à encadrer d'une manière efficace le dispositif des licences, à travers une meilleure prise en charge des mesures liées à l'identification des produits au sein des sous-positions tarifaires Commerce-

Douanes. En somme, le but est de simplifier la lecture aux agents des douanes ainsi qu'aux usagers du tarif douanier. Sachant que le tarif actuellement en vigueur est issu de la refonte de 2001. Dans ce cadre, la Direction générale des Douanes (DGD) a appelé «les opérateurs économiques et les auxiliaires des douanes à prendre toutes

leurs dispositions pour le respect de cette date non susceptible de report». Le tarif douanier, qui est une nomenclature des marchandises à laquelle correspondent des codes chiffrés, est codifié actuellement à 8 chiffres couvrant plusieurs produits à la fois. Mais pour des besoins de précisions, la DGD a opté pour l'identification de plus de produits avec plus de codifications, en passant de 8 à 10 chiffres. La nouvelle structure comptera 15 946 sous-positions tarifaires avec les 10 chiffres, contre 6 126 sous-positions tarifaires avec les 8 chiffres actuellement. A titre d'exemple, il a cité les pièces automobiles qui avaient deux ou trois pièces explicitement identifiées, alors que les autres pièces étaient codifiées sous le terme «autres». Cette révision permettra de spécifier certains produits dont nous avons besoin de connaître les statistiques, de changer la fiscalité ou d'introduire une licence pour ces pièces ou d'autres produits à travers cette structure du tarif mais avec

plus de précision, précise-t-on de même source. Ainsi, le répertoire des marchandises de la DGD sera plus détaillé avec des statistiques plus affinées et la possibilité de moduler les droits et taxes de douanes selon la nature du produit. Ces mesures permettront en outre une meilleure visibilité dans le cadre des négociations que mène l'Algérie avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la renégociation de l'accord d'association avec l'Union européenne. «A la base, les négociations se font sur le tarif douanier. Ce tarif à 10 chiffres va nous aider à renforcer notre capacité de négociations. Car quand vous avez plusieurs produits de la même sous-position tarifaire, vous avez un manque de visibilité et, par conséquent, la négociation est quelque peu affectée dans le sens où il y a un déficit de visibilité», avait expliqué Keddour Bentahar directeur général des Douanes.

Meriem Benchaouia

Droit international des droits de l'Homme

Magistrats, experts et étudiants magistrats en formation

LA SESSION de formation en Droit international des droits de l'Homme et en Droit international humanitaire (DIH) a débuté mardi à Alger, avec la participation de magistrats, d'experts et d'étudiants magistrats. La session qui traitera de plusieurs thèmes dont «Le Droit international humanitaire (DIH) et les droits de l'Homme» tend à «diffuser et ancrer la culture du droit qu'il s'agisse du Droit international humanitaire ou du Droit international des droits de l'Homme». Les organisateurs de cette session à savoir le comité national du DIH et du Droit international des droits de l'Homme et le Centre de la recherche scientifique et le comité international de la Croix-Rouge visent à «renforcer et relancer la coopération commune». D'autre part, les conférences s'articuleront autour des contenus du Droit international des droits de l'Homme en termes de catégories et de mécanismes de protection et du comité national du DIH, institué en vertu du décret présidentiel du 4 juin 2008 présidé par le ministre de la Justice, garde des sceaux. Les participants se pencheront également sur d'autres thèmes liés essentiellement au DIH et aux mécanismes de protection des catégories concernées outre le rôle du comité international de la Croix rouge dans la mise en exécution de ce droit.

L'encadrement de cette session de formation de deux jours, a été confié à des enseignants universitaires et à des experts en droit international de la mission du comité international de la Croix rouge à Alger et du comité du DIH.

R.N.

Deux partis annoncent leur participation aux prochaines élections

Les ambitions électorales divisent les islamistes

■ Après le Mouvement El Islah qui a annoncé officiellement sa participation aux prochaines élections, à savoir les législatives et les locales de 2017, c'est au tour d'un autre parti du courant islamiste d'afficher ses ambitions électorales. Il s'agit du Mouvement pour l'édification nationale (MEN).

Par Nacera Chennafi

Malgré les nouvelles règles fixées dans le nouveau code électoral pour la participation aux prochaines élections, notamment l'obligation de collecte d'un nombre important de signatures pour chaque siège, ce sont les petits partis et même de nouvelles formations politiques qui annoncent officiellement en premier leur participation aux prochaines échéances. Il s'agit de deux mouvements du courant islamiste, en l'occurrence, El Islah et le Mouvement pour l'édification nationale (MEN). Ainsi, ces partis semblent vouloir se lancer dans la prochaine élection sans alliance et leurs leaders veulent satisfaire les ambitions de leurs militants et éviter des agitations internes.

Ce lundi, le président du Mouvement pour l'édification nationale (MEN) Mustapha Belmechdi, a annoncé la participation de sa formation politique aux prochaines échéances électorales, appelant à faire de ce rendez-vous «une compétition honnête garantissant la démocratie et le pluralisme». L'annonce a été faite à l'occasion de l'ouverture de l'université d'été des cadres du Mouvement pour l'édification nationale. M. Belmechdi a appelé les membres de la classe politique à «conjoindre leurs efforts pour protéger les élections contre toute manœuvre susceptible de menacer la stabilité et de semer le désespoir». Selon lui, la fraude électorale est un «héritage» du colonialisme destructeur «dont il faut se débarrasser».

Le président du MEN a appelé les jeunes à participer «massivement» aux prochaines échéances électorales afin qu'ils puissent «s'imposer sur la scène politique et contribuer efficacement au développement



Ph. ZDR

national». Il est à noter que parmi les points retenus pour l'université d'été de ce parti, les participants se pencheront également sur les préparatifs en prévision des prochaines échéances électorales, ainsi que sur les défis sécuritaires dans la région. Samedi dernier, le Mouvement El Islah a annoncé sa participation aux échéances électorales de 2017. Dans un point de presse, le Sg d'El Islah, Filali Ghouini, a soutenu que son parti est prêt à participer aux prochaines élections. Il s'agit selon lui d'une occasion d'unifier les rangs internes du parti pour affronter les défis ajoutant que cette décision s'inscrit dans le contexte du parcours du parti pour le développement du pays.

M. Ghouini a appelé au gel de l'application du code électoral et la haute instance de surveillance des élections avant que les deux lois soient signées par le président de la République en plus selon lui de leur soumission au Conseil constitutionnel pour exa-

miner leur conformité avec la Constitution. Ce parti passe par une crise interne menée par des députés du parti avec les tentatives de retour de son ex-leader, Djahid Younsi aux commandes du parti.

Il est à noter que pour le cas du Mouvement pour l'édification nationale, il s'agit d'un nouveau parti, donc il est tenu de collecter 50 signatures pour chaque siège, le fait qu'il n'a pas participé aux précédentes élections. A savoir que le parti est né du Front du changement créé par Abdelmadjid Menasra après son divorce avec le Mouvement de la société pour la paix. Le Mouvement El Islah avait participé aux élections législatives du 10 mai 2012 dans le cadre de l'Alliance verte aux côtés du MSP et d'Ennahdha. Ces partis avaient obtenu 47 sièges. Mais pour la prochaine élection, cette alliance ne sera pas reconduite. Avec ces deux annonces, on comprend comment les ambitions électorales divisent les par-

tis du courant islamiste ; d'ailleurs, chacun d'eux tient son université d'été loin de l'autre. Au MSP, la guéguerre de leadership entre Bouguerra Soltani et Abderrezak Mokri refait surface. Ce parti n'a pas annoncé officiellement sa participation aux prochaines élections mais lors de son discours prononcé à l'occasion de la clôture de son université d'été des jeunes et aux femmes du MSP, le président du MSP, Abderrezak Mokri a appelé les militants du parti à se tenir prêts à affronter les prochaines élections et à se présenter à travers tout le territoire national.

De son côté, le Mouvement Ennahdha, tiendra plusieurs conseils consultatifs de wilaya pour discuter des possibilités et choix du parti concernant les prochaines élections. Enfin, pour les partis Al Adala de Abdallah Djabballah et le Front du changement de Abdelmadjid Menasra, rien encore n'est annoncé.

N. C.

Son enseignement touchera 32 wilayas à la rentrée prochaine

La langue amazighe demeure assujettie à une demande sociale

Le tamazight, témoin identitaire du plurilinguisme de la société algérienne, l'enseignement et l'apprentissage de cette langue ne devraient se contenter par une décision volontariste mais plutôt obligatoire d'autant plus que désormais elle bénéficie du statut de langue officielle et nationale en Algérie et qu'elle est intégrée dans le système éducatif. Ces dernières années, l'enseignement de la langue amazighe s'opère d'une manière graduelle à travers le territoire national qui nécessite un travail de fond qui doit se faire dans le cadre de la commission mixte regroupant le ministère de l'Education nationale

et le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA) installée dans le cadre de la promotion de la généralisation de l'enseignement de la langue amazighe. Laquelle commission a été chargée de «trouver des solutions opérationnelles pour que cette langue nationale puisse trouver sa place dans le paysage institutionnel de l'Education nationale». A ce propos, rappelons-le, le HCA a préconisé l'amendement de la loi de l'orientation (scolaire) «pour faire sauter le verrou du caractère facultatif de l'enseignement de cette langue». Hier encore, à Batna, lors de la tenue des 2^{es} assises du mouvement associatif

aurésien, initiées par l'Association Tamazgha Aurès Forum (ATAF), il a été relevé la nécessité de mobiliser tous les efforts permettant la promotion et la généralisation de l'enseignement de tamazight. De ce fait, même s'il est indéniable que la constitutionnalisation de la langue amazighe est un acquis certain arraché après moult luttes, l'efficacité de son enseignement et son apprentissage, outre sa généralisation à l'ensemble des wilayas du pays, reste également tributaire de l'élaboration adéquate et pertinente des méthodes d'enseignement, des supports pédago-

giques et de leur disponibilité aussi... Introduite par forcing dans le système éducatif, le tamazight demeure une matière assujettie à une «demande sociale». Pour cette nouvelle rentrée scolaire 2016-2017, son enseignement devra être élargi aux établissements de 32 wilayas du pays, selon des annonces faites par la première responsable du secteur M^{me} Nouria Benghebrit. Un chiffre qui reste bien en deçà d'une généralisation proprement dite à travers une obligation d'enseignement en bonne et due forme au même titre que les autres matières enseignées. L'intérêt d'une telle démarche est

LA QUESTION DU JOUR

L'Iran se rebiffe

suite de la page Une

A lui seul l'Iran n'aurait pas été capable de renverser le cours de la guerre. Et si demain les choses se gâtaient à nouveau pour Damas, ce qu'on ne peut tout à fait exclure, d'autant que dans quelques mois seulement une nouvelle administration adviendra aux Etats-Unis, qui pourrait prendre le contrepied de la politique syrienne de celle menée actuellement par Washington, ce serait encore une fois l'engagement de la Russie qui pourrait y faire face. Les groupes opérant au sol relevant de Téhéran sont depuis au moins une année ravalés au niveau de force d'appoint dans la guerre en Syrie. Le temps où le Hezbollah et autres milices iraniennes paraissaient sauver la mise à l'armée loyaliste est dépassé. Les déclarations de ces armées de secours ne revêtent plus l'importance qu'elles avaient dans le passé. Aujourd'hui même le régime syrien semble s'être complètement effacé devant les militaires russes. Les trêves pour raisons humanitaires sont annoncées directement par la Russie. Et c'est désormais avec Moscou que l'émissaire onusien discute de ces matières, ainsi d'ailleurs que de bien d'autres choses encore. On peut faire le même constat du côté de la rébellion, où les parties syriennes se sont singulièrement mises en retrait. Ce sont les Américains qui s'expriment au nom de tous ceux qui appartiennent au même camp qu'eux. Di Mistura ne se donne même plus la peine de faire semblant, sur un sujet ou sur un autre, de prendre l'avis des représentants de l'opposition dite modérée, établis pour la plupart en Turquie. Quelle que soit la question du moment, il se contente de discuter avec les Russes et les Américains, dans le but de rapprocher leurs vues, et le cas échéant d'en faire profiter les populations civiles. Pour l'heure, ce ne sont pas les états d'âme de l'Iran qui retiennent l'attention des protagonistes et du monde, mais entre autres l'espèce de valse-hésitation dont fait montre la Turquie après le putsch manqué de la mi-juillet. Jusqu'où ira-t-elle dans la révision où elle s'est engagée depuis ? Est-ce jusqu'à changer de camp ? C'est la question que tout le monde se pose, et à quoi elle seule peut répondre.

M. H.

multidimensionnel en ce sens où enseigné comme langue mère pour les berbérophones et langue patrimoniale pour les arabophones, elle permettra à l'ensemble des Algériens de communiquer entre eux et de se faire comprendre. Ce qui indubitablement consolidera la cohésion sociale de toute la société algérienne, le renforcement et la promotion des valeurs de la diversité et du respect de la différence.

Lynda Naili

En quête obsessionnelle d'un avenir meilleur

Les harraga algériens reprennent le large

■ Alors qu'on le croyait révolu, le drame de l'immigration clandestine au sein de la société algérienne fait encore parler de lui. Les dernières données sur la réapparition de ce malaise social synonyme de désespoir de bon nombre de jeunes, ont été communiquées il y a trois jours par les gardes-côtes d'Annaba, qui ont fait échouer des tentatives d'émigration clandestine de pas moins de 108 personnes à bord de neuf embarcations de construction artisanale.

Par Yacine Djadel

Avec un trop-plein de chômage, une absence de logement, des manques de formation, une oisiveté chronique ainsi que toutes formes d'autres injustices sociales, comme ultime solution, un seul mot résonne dans la bouche de nos jeunes, le mot «harraga». En effet, le seul espoir qui reste en vue d'une vie meilleure, pour ces milliers de candidats à l'embarcation de fortune, c'est bel est bien de rejoindre le vieux continent. En quête obsessionnelle d'un travail ailleurs grâce auquel ils retrouveraient la dignité, celle que leur pays ne leur a jamais donnée, ces derniers ne voient l'exil qu'en eldorado. Pour y arriver, ils sont plusieurs à déboursier le peu d'économies qu'ils ont pour payer un passeur. Car pour se faire, soit ces derniers passent par un malfrat qui, en échange de conséquentes sommes d'argent, les accompagne avec une barque en plein mer pour les faire traverser de l'autre côté de la méditerranée. Souvent c'est le recours le plus utilisé par ces jeunes désespérés, ou bien ils ont un autre choix plus contraignant et onéreux, qui est de soudoyer un agent travaillant dans le port ou sur les chalutiers aussi. Une fois fait, celui-ci les dissimule souvent dans des planques manquant même d'aération. Un moyen plus dangereux et moins prometteur, car par ce dernier, ils trouvent plus de difficultés à



Ph/D. R.

sortir une fois arrivés sur les lieux. Dans la majorité des cas ils se font refouler par les services portuaires étrangers. Sachant également qu'ils risquent des peines d'emprisonnement de deux à trois années minimum, en plus des amendes chères à payer. Malgré cela, rien ne leur enlève l'idée de partir. Ils ne reculent devant rien, pas même devant la mort. Un véritable malaise social qui ne cesse de prendre de l'ampleur ces dernières années.

La preuve étant, rien qu'entre janvier 2009 et le 21 juin 2015, le nombre de migrants clandestins algériens ayant traversé la

Méditerranée vers l'Europe a atteint près de 14 000. Entre ces derniers, il y a eu 620 disparus. Un chiffre qui en dit long sur ce fléau qui, chaque année tire la sonnette d'alarme par son effet crescendo.

A ce propos, justement, il est à signaler que pas plus tard que samedi dernier, des tentatives d'émigration clandestine de 108 personnes, à bord de neuf embarcations de construction artisanale, ont été déjouées par les unités des gardes-côtes d'Annaba, au nord de Ras El Hamra, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale. Un cas loin d'être

isolé par rapport à tous les autres qui les ont précédés. C'est dire les efforts de la tutelle émis dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine au vu de sa dangerosité pour les citoyens.

Néanmoins, la conjoncture sociale du pays ne laisse guère le choix à ces milliers d'algériens, que l'alternative parieuse de partir.

Par conséquent la stratégie de l'Etat à lutter dans ce sens s'avère des plus lacunaires. A plus forte raison, que parmi ces innombrables harraga, outre les jeunes défavorisés, constituant la majorité d'entre eux, il y a de

plus en plus d'individus, fonctionnaires, parfois même cadres avec une bonne situation sociale, mais là c'est pour plus de liberté et d'épanouissement culturel qu'ils optent pour partir.

Une autre forme de harraga, à savoir que la plupart partent avec des visas court séjour et ne reviennent pas. Ils choisissent de rester en situation irrégulière, de galérer en étant déclassé, plutôt que de revenir au pays. Un bon nombre d'entre eux s'en vont même en famille à l'aventure. Au final, le phénomène des harraga, en Algérie, au vu de sa triste réalité, ne cessera de faire parler de lui. Y.D.

Un art ancestral en perdition

L'artisanat lutte pour sa survie

On ne parlera jamais assez de la situation catastrophique que vit l'artisanat en Algérie, et ce, malgré les quelques initiatives de l'Etat à promouvoir ce secteur. Les programmes mis en place au profit des artisans dont la création d'espaces et de structures dédiés à cette activité, demeurent insuffisants. Ce qui résulte d'une faible affluence aux abords des ateliers et autres espaces voués au secteur.

Il joue un rôle dans la création de l'emploi et la transmission du patrimoine culturel national aux générations futures ainsi que dans la transmission de l'image des produits algériens à l'étranger, mais malheureusement, c'est un métier qui peine à survivre. Le constat est amer. L'activité de l'artisanat agonise dans notre pays. Les artisans qui ne vivent essentiellement que cette activité, connaissent de grandes difficultés. Certains ont même fermé boutique et arrêté leurs activités en raison de la cherté de la matière première et la contrainte de la commercialisation. Des artisans ont choisi de changer de créneau pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles. «Nous n'avons plus de clients. Ce sont seulement des étrangers qui viennent souvent acheter quelques articles ici. C'est à travers ça que nous arrivons difficilement à survivre. Nos pro-

duits sont jugés chers, car la matière première l'est aussi». Certains autres artisans qui vivaient du tourisme se sont trouvés obligés de se convertir dans d'autres métiers. Tel est le cas de Mohamed, artisan, qui aujourd'hui, a ouvert un petit restaurant dans son quartier. En résumé, le travail artisanal n'intéresse plus personne, au vu de l'indifférence de ceux qui ont la charge de la promotion et surtout de la protection de cette activité séculaire, existant depuis la nuit des temps. L'artisan est livré à lui-même pour ne pas dire carrément abandonné, sinon comment expliquer la lente dégradation d'un art de vivre à travers l'ensemble du territoire national.

Manque de matières premières et difficultés de commercialisation

Le secteur de l'artisanat en Algérie fait face à de nombreuses difficultés liées au manque de matières premières mais aussi à la commercialisation. Les artisans continuent à exercer ce métier malgré toutes les difficultés et les entraves qu'ils rencontrent. Mais, à un certain moment ils n'en peuvent plus, ils lâchent prise. Evidemment, l'artisanat n'est plus ce qu'il était auparavant, faute d'une prise en charge réelle des pouvoirs publics.

Malgré une certaine amélioration concernant la commercialisation de leurs produits, notamment avec les nouvelles mesures consistant à présenter le produit artisanal dans les structures touristiques et l'ouverture de certains espaces, notamment dans la capitale, les problèmes de base persistent encore. Les artisans n'arrivent pas à écouler leur marchandise. Les prix qu'ils proposent sont hors de portée des bourses parce que selon eux, la matière première est chère. A cause de cette contrainte, beaucoup d'artisans sont aujourd'hui obligés de l'abandonner et se tourner vers d'autres activités plus lucratives. «Malheureusement, de nos jours, on ne peut plus vivre de ce métier. On ne gagne presque rien.

La matière première coûte de plus en plus chère, et on arrive à peine à vendre quelques produits, presque au même prix de revient», s'indigne un artisan, qui explique encore : «moi je ne suis pas artisan. J'achète des produits et je les revends. Croyez-moi, le gain est insignifiant. Un artisan ne peut pas vivre de ce métier». De plusieurs métiers il n'en reste absolument plus rien. La broderie, le tissage, la bijouterie, la poterie, la maroquinerie et la dinanderie faisaient partie du quotidien de la population. Ils étaient exercés à travers toutes les régions du

pays. Avec le temps, tout a disparu dans l'indifférence totale ; tous les métiers ont été ensevelis, laissant place au commerce de bazar qui a totalement transformé les villes algériennes. Tous les artisans ont plié bagage, laissant place à toutes sortes d'activités improvisées en quête de gain facile.

Les artisans algériens ne parviennent plus à vendre leurs produits en dehors des rares salons qui sont organisés chaque année. La cherté et le manque de matières premières qui se répercute sur les prix des produits sont cités par les artisans. «Beaucoup d'artisans ont abandonné leur activité à cause de ces problèmes. Les artisans sont livrés à eux-mêmes. Nous sommes marginalisés», regrette un artisan qui expose ses produits depuis quelque temps à Alger. «Nous n'arrivons pas à vendre certains produits. Des fois, on a envie de tout abandonner, car on arrive à peine à recouvrer les charges», renchérit-il.

A cause du projet de l'autoroute Est-Ouest, les exposants de produits artisanaux, qui exposaient leur marchandise sur l'axe routier de Bouira, étaient contraints de plier bagage pour aller sous d'autres ciels en quête d'un espace pour écouler leurs produits.

Louiza Ait Ramdane

Marchés des changes

L'euro en légère baisse face au dollar

■ Les taux d'emprunt se sont détendus lundi sur le marché de la dette en zone euro à l'occasion d'une séance sans rendez-vous majeur et dans l'attente d'en savoir plus sur les intentions de la Fed.

Par Ahmed A.

L'euro valait 1,1315 dollar, contre 1,1324 dollar vendredi soir. La monnaie unique européenne se stabilisait face à la devise japonaise, à 113,50 yens – après avoir grimpé en début d'échanges asiatiques à 114,23 yens, son niveau le plus fort en trois semaines – contre 113,46 yens vendredi soir. Le dollar gagnait un peu de terrain face à la monnaie nipponne, à 100,32 yens contre 100,20 yens pour un dollar vendredi soir. La monnaie européenne s'était renforcée la semaine dernière face au billet vert, retrouvant ses plus hauts niveaux depuis la fin juin, profitant d'un accès de faiblesse du dollar lié à des hésitations manifestes de la Fed, qu'ont récemment laissé transparaître des commentaires de responsables de l'institution, à poursuivre un resserrement monétaire.

En décembre dernier, la Fed avait relevé ses taux directeurs pour la première fois en près de 10 ans mais avec un regain d'inquiétudes sur la vigueur de la



reprise économique mondiale, sur la croissance chinoise et sur la santé de l'économie américaine depuis le début de l'année, l'institution reste sur une position prudente. Tout resserrement monétaire de la banque centrale

américaine tend à rendre le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes. Mais le vice-président de la Fed, Stanley Fischer a affirmé dimanche que l'économie américaine «était proche des

objectifs» que la Fed s'est fixés en termes d'emploi et d'inflation pour relever les taux d'intérêt.

Sans donner davantage d'indications sur les intentions du Comité de politique monétaire (FOMC) lors de sa prochaine

réunion les 20 et 21 septembre, le numéro deux de la Fed a paru relativement optimiste sur les performances de l'économie américaine dans un discours à Aspen (Colorado, ouest des Etats-Unis).

Stanley Fischer a notamment plaidé pour que des mesures budgétaires et réglementaires prennent le relais de la politique monétaire pour doper la croissance. «La politique macroéconomique ne peut se résumer à la politique monétaire», a-t-il affirmé. Il a prôné des investissements dans l'amélioration des infrastructures, dans l'éducation et dans l'aide à l'investissement privé.

Mais le dollar effaçait l'essentiel de ses gains de la journée en fin d'échanges européens lundi pour s'approcher de l'équilibre face à l'euro, car «la réaction des marchés devient de plus en plus nuancée, en raison d'un certain scepticisme sur le fait que les responsables pensent vraiment ce qu'ils disent», prévenait Michael Hewson, analyste chez CMC Markets.

A. A.

Fluctuations de l'or noir

Le Brent termine en forte baisse à 49,3 dollars

Les cours du pétrole déclinaient nettement lundi en fin d'échanges européens, les investisseurs profitant de quelques nouvelles peu encourageantes sur le front de l'offre pour engranger des bénéfices au terme de sept séances consécutives de forte hausse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 49,30 dollars en fin d'échanges sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en repli de 1,58 dollar par rapport à la clôture de

vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, perdait 1,48 dollar à 47,04 dollars. «Les cours du pétrole ont fortement baissé après avoir échoué à gagner du terrain au-dessus du niveau des 50 dollars le baril, (lestés) pour partie par l'annonce de l'Irak qu'il va augmenter ses exportations de 5% dans les prochains jours, tandis que le décompte des puits

en activité aux Etats-Unis a de nouveau augmenté à la fin de la semaine dernière», expliquait Michael Hewson, analyste chez CMC Markets. «Des prises de bénéfices au début de la nouvelle séance (d'échanges) après un important rebond des prix du pétrole me paraît logique, surtout quand on considère également le fait que le nombre de puits de forage en activité a augmenté pour la huitième semaine consécutive aux Etats-Unis», abondait un autre analyste. En outre, avec

la perspective d'une reprise des exportations nigérianes à plein régime, après l'annonce ce week-end d'un accord de cessez-le-feu conditionnel par le groupe rebelle des Vengeurs du Delta du Niger (NDA), «le rebond inspiré par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) des derniers jours semble s'essouffler», confirmait M. Hewson. «Le marché du pétrole est bien parti pour sa plus importante perte journalière en plus d'un mois alors que le sou-

tien apporté par les négociations à venir entre nations productrices de pétrole visant à stabiliser les prix s'affaiblit à mesure que des fondamentaux baissiers font leur retour sur le devant de la scène», soulignaient de leur côté les analystes de PVM. De fait, outre l'anticipation d'une hausse de la production du Nigeria et de l'Irak, le marché a dû digérer des chiffres montrant que les exportations chinoises d'essence et de diesel ont bondi au mois de juillet sur un an. L. D.

Dette en zone euro

La détente prédomine sur le marché

«C'était plutôt stable dans la matinée» et les taux se sont détendus par la suite «en même temps que les marchés actions ont rebaisé», constate Patrick Jacq, un stratège obligataire de BNP Paribas. Il s'agit plus d'un arbitrage «entre classe d'actifs» qu'un véritable mouvement d'aversion au risque, les dettes des pays du Sud de l'Europe bénéficiant elles aussi de ce mouvement de détente, explique-t-il.

«Dans une période où les volumes sont encore très limités», des «éléments techniques» peuvent influencer un peu plus sur le marché, poursuit le stratège, ce d'autant plus que l'agenda du jour est clairsemé.

Les investisseurs sont par ailleurs dans l'attente du rendez-vous de la semaine, à savoir le symposium de Jackson Hole aux Etats-Unis, qui réunit notamment

des banquiers centraux du monde entier. Le point d'orgue devrait être un discours de la présidente de la banque centrale américaine Janet Yellen vendredi, alors que les spéculations sur une possible hausse des taux aux Etats-Unis font leur retour sur les marchés. Le vice-président de la Fed Stanley Fischer a affirmé dimanche que l'économie américaine «était proche des objectifs» que la Fed s'est fixés en terme d'emploi et d'inflation pour relever les taux d'intérêt, sans don-

ner davantage d'indication sur les intentions du Comité monétaire lors de sa prochaine réunion les 20 et 21 septembre. «Le marché continue de sous-estimer la possibilité d'une hausse des taux cette année, une préoccupation exprimée par» le président de la Réserve fédérale de New York, William Dudley, constatent de leur côté les stratèges de Société Générale CIB. Le taux à dix ans de l'Allemagne a fini en baisse à -0,090% contre -0,032% vendredi sur le marché

secondaire, où s'échange la dette déjà émise. Le rendement de même maturité de la France a également reculé à 0,135% contre 0,187%. De son côté, le taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne a terminé à 0,935% contre 0,955% et celui de l'Italie, à 1,104% contre 1,134%. Le taux du Portugal a continué de remonter après une tension notable la semaine dernière. Il est passé de 3,009% à 3,028%. L'agence de notation financière Fitch a maintenu vendre-

di la note du pays à «BB+» assortie d'une perspective stable, mais s'inquiète toutefois d'une croissance faible qui pourrait compromettre l'objectif de réduction de déficit affiché par Lisbonne. Le taux d'emprunt du Royaume-Uni a quant à lui terminé à 0,560% contre 0,619%. Aux Etats-Unis, le taux d'emprunt à dix ans ressortait à 1,537% contre 1,578% et celui à 30 ans, à 2,235% contre 2,287%. Le taux à deux ans s'inscrivait à 0,734% contre 0,746%. A. S.

Pénurie de dollars et chute de ses réserves de change

Les Emirats versent 1 md de dollars à la Banque centrale d'Egypte

Les Emirats arabes unis ont annoncé lundi qu'ils allaient effectuer un dépôt d'un milliard de dollars à la Banque centrale d'Egypte pour une durée de six ans, alors que le Caire fait face à une forte pénurie de dollars et une chute de ses réserves de change. Négocié avec le Fonds monétaire international (FMI),

un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans doit encore être avalisé après un accord préliminaire annoncé à la mi-août.

En contrepartie, les autorités devront adopter des réformes économiques drastiques et réduire leurs coûteuses subventions publiques. En mars 2015, les Emirats avaient

promis quatre milliards de dollars à l'Egypte, un dépôt de deux milliards à la Banque centrale et deux milliards d'investissements pour stimuler l'économie, mise à mal par l'instabilité politique et les violences depuis la révolte de 2011 qui a chassé Hosni Moubarak du pouvoir. A. S.

Adrar

Des projets en perspective pour booster le tourisme

■ Plusieurs opérations d'investissement susceptibles de promouvoir et donner un nouveau souffle au tourisme ont été retenues ces dernières années pour la wilaya d'Adrar, région qui dispose d'importantes potentialités touristiques, a-t-on appris auprès de la direction de l'industrie et des mines (DIM).

Par Ilham N.

Il s'agit de dix-huit projets d'investissement en cours de réalisation, six à lancer incessamment, quinze autres attendant des permis de construction, en plus de 43 autres faisant objet d'achèvement des procédures administratives pour attribution d'actes de concession, 11 projets attendant les actes de concession, a précisé le directeur du secteur Abderrahmane Laïch. D'un montant d'investissement global de 26 milliards DA, ces opérations, consistant en la réalisation, sur une assiette foncière de près de 1 670 hectares, de 28 structures hôtelières, 10 complexes touristiques, 3 villages touristiques, 5 résidences, une maison d'hôtes, un village de vacances et un club touristique, devront générer quelque 2 900 emplois, a indiqué la même source. Ces projets sont répartis à travers les collectivités de quatre territoires de la wilaya et des régions reculées, dont les communes de Bordj Badji Mokhtar, région de Tanzerouft, les communes d'Aoulef et Timegtane, dans la région du Tidikelt, Timimoune, Tinerkouk, Ouled Saïd, dans la région de Gourara, les communes de Tissabit, Tamentit et Bouda région de Touat. Ces projets devront accroître les capacités d'accueil des structures hôtelières à plus de 6 400 lits et généreront plus de 1 500 emplois, selon la même source. La wilaya d'Adrar qui dispose de 20 struc-



tures hôtelières d'une capacité d'hébergement de plus de 1 200 lits demeure en quête de nouvelles structures à même de contenir le nombre de touristes en tendance haussière dans la région, a expliqué de son côté le directeur d'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat.

L'aménagement de la ZET de Ain-Tadeles et proposition d'autres zones

Dans l'optique d'impulser le secteur et répondre aux besoins insistants, le même responsable a fait part du lancement et l'élaboration d'une étude, sous la supervi-

sion de l'agence nationale de développement du tourisme (ANDT), concernant la zone d'expansion touristique (ZET), vaste de 97 ha, dans la nouvelle wilaya déléguée de Timimoune. Oumari Touhanmi a également relevé le lancement d'une opération de délimitation et localisation de quatre autres ZET au niveau des régions de Taourirt,

commune de Reggane, Barbaâ (Adrar), Charef Sidi Aïssa, commune d'Aoulef. Cinq autres ZET ont été retenues à travers les communes de Bouda (3) Taghelzi, commune de Charouine, région d'Ighzer, commune d'Ouled Saïd, dans le Gourara, dont les premières phases de localisation, classification et d'examen de résultats ont été finalisées.

Appel à la classification, la promotion des ZET et de l'artisanat

La nécessaire mise au point d'une étude prospective à horizon 2030 portant classification et conservation des ZET a été largement débattue par la commission de l'agriculture et du tourisme à l'APW d'Adrar lors de sa seconde session ordinaire pour cette année. La commission a, à ce titre plaidé, pour la nécessaire et rapide restauration des monuments et certaines anciennes bâtisses à l'instar de l'ancienne structure hospitalière et sa conversion en musée, ainsi que l'intensification des rencontres d'études pour améliorer les expériences des acteurs du secteur. La promotion des activités d'artisanat, le soutien des artisans par la création des marchés et des points de vente et d'écoulement de leurs produits, l'exploitation optimale des manifestations et festivités locales, dont les Wâada et Moussem, ont été également soulignées par cette commission. I. N./APS

Tébessa

Le barrage de Ain Dalia pour renforcer l'AEP

Pas moins de 5000 m³ supplémentaires acheminés depuis le barrage d'Ain Dalia à Souk Ahras ont renforcé les capacités d'alimentation en eau potable (AEP) dans la wilaya de Tébessa, a indiqué le directeur de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). La quantité d'eau supplémentaire était destinée à la wilaya d'Oum El Bouaghi avant l'entame des transferts

des eaux au barrage Ouarkis depuis le barrage de Beni Haroun (Mila), a précisé Hocine Hedjadj soulignant que la décision de transférer ce quota d'AEP intervient après la visite, début du mois en cours d'une commission ministérielle à la ville de Tébessa. L'opération d'acheminement de ces eaux depuis le barrage d'Ain Dalia a nécessité la réalisation d'un réseau de

conduites d'eau long de 36 km ayant mobilisé une enveloppe financière estimée à 700 millions de dinars, selon le même responsable. La distribution de l'eau potable a connu une amélioration sensible à la faveur de la réalisation de cette opération dans la wilaya qui a bénéficié d'un raccordement à partir de deux réservoirs d'une capacité de 5.000 m³, considérés

comme deux ouvrages hydrauliques principaux pour le chef-lieu de wilaya, a-t-il fait savoir. Tous les nouveaux réseaux d'AEP réalisés dans la wilaya sont entrés en service, a-t-on encore ajouté précisant que les travaux de raccordement de la commune d'Ouenza seront lancés prochainement. Des ressources financières supplémentaires seront accordées par la même commission pour soutenir le secteur des ressources en eau dans la wilaya de Tébessa dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des citoyens, selon la même source. Ces aides seront consacrées au raccordement des puits en l'occurrence ceux des communes de Bir Salem et de Berezgal dans la localité d'El Ma Labiodh en plus de raccordement de Zaouiya Kabaliya dans la ville de Tébessa. Ces procédures permettront d'améliorer l'AEP dans plusieurs communes de la wilaya notamment aux quartiers situés sur les hauteurs du chef lieu de la wilaya et dans les localités qui enregistrent une faible alimentation en cette denrée vitale dont Bir Mkaadem, Thelidjan, Kouif et Cheria, a-t-il signalé. Le problème de la pénurie en eau potable sera résolu dans la wilaya après la réalisation du programme complémentaire portant la construction de 16 puits profonds ce qui permettra de renforcer la distribution quotidienne, a-t-on conclu.

Ali O./agences

Constantine

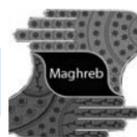
Hausse notoire de la production de céréales

La production céréalière réalisée au titre de la campagne moissons-battage 2015-2016, achevée le 20 août dernier a été marquée par une hausse de 52% par rapport à la saison dernière, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA). S'exprimant lors d'une rencontre organisée au siège de la DSA pour présenter le bilan final de la campagne moissons-battage de cette année, Yacine Ghediri a précisé que la récolte de céréales enregistrée est jugée record, avec plus de 1,8 million de quintaux contre près de 1,2 million de quintaux recensés l'année précédente. L'organisation et la coordination

entre les différents partenaires du secteur, le respect des agriculteurs de l'itinéraire technique, la disponibilité des engrais et semences en quantités suffisantes sont les facteurs essentiels qui ont favorisé cette augmentation. Il a, dans ce sens, détaillé que 98 840 quintaux de semences certifiées et ordinaires et 133 396 quintaux d'engrais ont été distribués aux agriculteurs. En dépit du stress hydrique qu'a connu la région durant les mois de janvier, février et mars derniers, cette production a connu une évolution favorisée par la bonne pluviométrie enregistrée les mois d'avril et de mai derniers, a-t-il

ajouté lors de cette rencontre tenue en présence des cadres de la chambre de l'agriculture et de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) et des circonscriptions agricoles de la wilaya. La campagne moissons battages lancée au début du mois de juin dernier a ciblé cette année une surface de 68 520 hectares répartis sur l'ensemble des communes de la wilaya, selon la même source, signalant que près de 1,6 million de quintaux parmi la production globale ont été collectés auprès de la CCLS par 2 982 céréaliculteurs, soit une hausse de 54 % par rapport à l'année dernière. Le rendement

moyen de la production céréalière a enregistré une hausse passant de 18 quintaux / hectare la saison dernière à 26 quintaux/ hectare recensés cette année, selon les services du secteur, notant que pas moins de 1.983 céréaliculteurs ont bénéficié au titre de cette campagne agricole des crédits R'fig mobilisant un montant global de 1,8 milliard de dinars. Une superficie de 1 378 hectares parmi la surface globale a été endommagée au titre de la saison agricole en cours dont 688 hectares ont été incendiés, a-t-on souligné à la direction des services agricoles. R.R.



Clôture de l'université d'été du Front Polisario

Message de reconnaissance au Président Bouteflika

■ Les participants à la 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario ont exprimé leur vifs remerciements et leur gratitude au président de la République Abdelaziz Bouteflika pour «tout l'intérêt qu'il a accordé à cette manifestation qui a ouvert de larges perspectives devant les cadres sahraouis pour conforter leur expérience dans l'édification des institutions de l'Etat sahraoui».



Ph. > D. R.

Par Faiza O.

Au terme des travaux de la 7^e université d'été qui a pris fin lundi à Boumerdès, les participants ont adressé un message de remerciement au président Bouteflika pour «tout l'intérêt et l'attention qu'il a portés à cette manifestation qui a ouvert de larges perspectives pour les cadres sahraouis pour conforter leur expérience dans l'édification des institutions de l'Etat sahraoui». «Au terme de notre 7^e université

d'été, nous tenons à vous adresser nos vifs remerciements et à vous exprimer notre profonde gratitude pour les efforts que vous avez consentis en vue de la réussite de notre manifestation scientifique qui constitue, par une louable tradition, une halte de réflexion autour d'une cause de libération, pour soulever des questions d'ordre politique et économique en relation avec les développements survenus aux échelles régionale et internationale», ont écrit les responsables de la 7^e université des cadres du Front Polisario. «L'intérêt porté à l'université d'été, les facilités

accordées à sa tenue et votre souci permanent d'assurer le bon déroulement et le succès de cet événement dénotent l'importance de cette halte de solidarité et du rôle qu'elle joue pour la création d'un espace de participation et d'échange d'expériences pour la concrétisation des aspirations de nos deux peuples et nos deux pays, dont vous avez, monsieur le président, une parfaite connaissance», ont-ils indiqué. Ils ont ajouté que «tout opprimé trouve en votre personne le soutien fort et en votre pays l'appui solide, de même qu'il trouve en les valeurs

de la glorieuse révolution du 1^{er} novembre le meilleur exemple de lutte. vous êtes le havre de paix des opprimés et de tous ceux qui plaident pour la justice et le peuple sahraoui atteste à l'Algérie son rôle pour le triomphe des droits légitimes des peuples». Un événement aussi important que l'université d'été, ajoute le message, dans sa dimension de solidarité et sa diversité intellectuelle «représente une image exemplaire de rencontre, d'interaction, de débat riche et constructif, étant encadré par des intellectuels, des chercheurs et des académiciens

de l'Algérie digne et fière, à la faveur d'un élan de solidarité traduit par les positions de soutien exprimées par les responsables de l'Etat algérien, des parties politiques, de la société civile, et la forte adhésion populaire aux activités universitaires». Le message a mis l'accent sur l'activité de l'université d'été dont l'objectif «est de parvenir à la faveur d'une compréhension profonde et d'une grande conscience à faire de l'Université un véritable pôle scientifique à l'image de l'Algérie qui consacre la science et la culture, une Algérie aux positions lorsqu'il s'agit de soutenir les causes de libération, la question sahraouie en particulier». «A la clôture des travaux de cette session, nous nous remémorons avec fierté les positions honorables et nobles du vaillant peuple algérien frère qui a soutenu le peuple sahraoui dans les conditions les plus difficiles pendant plus de 4 décennies et nous les saluons haut et fort.» «L'Algérie demeurera une source intarissable d'inspiration et un modèle de solidarité et de militantisme de par les sacrifices de ses chouchou», conclut le message des cadres du Front Polisario.

F.O./APS

Détenus politiques sahraouis au Maroc

Les participants réitèrent leur soutien total

Les participants à la 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique ont adressé un message aux détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines les assurant de leur soutien «total» pour leur militantisme qui a montré au monde le véritable visage de l'occupation. Au terme des travaux de la 7^e université des cadres du Front Polisario et de la République sahraouie, les participants ont

exprimé dans un message, lundi à Boumerdès, leur soutien «total» au combat des détenus politiques sahraouis qui ont fait des geôles de l'Etat marocain de véritables fiefs de la liberté. «En plaidant, dans un esprit civilisé, en faveur de vos droits vous livrez un message qui dépasse la compréhension de l'occupation marocaine qui dans sa répression aveugle, ne fait que s'isoler davantage au niveau international», ont écrit les participants dans leur message lu devant

l'assistance. «Vous accomplissez un devoir pour lequel votre peuple vous a mandatés, vous êtes les ambassadeurs d'une cause juste et les représentants d'une population en lutte et fortement convaincue que le chemin de la liberté passe forcément par les geôles et les prisons. Chaque Sahraoui demeurera un projet de détenu, un projet de martyr jusqu'à ce que l'objectif essentiel de votre lutte qui est la liberté et l'indépendance totale se concrétise», ont ajouté les participants

qui ont exprimé leur pleine solidarité aux détenus en les assurant que tout un peuple plaide pour leur cause jusqu'au départ définitif de l'occupant. «Vous éclairez notre voie par votre résistance exemplaire et civilisée que vous opposez à l'occupant dans ses geôles obscures donnant les exemples les plus éloquentes et les plus nobles de militantisme par votre patience et votre constance», ont-ils conclu.

F.O.

Libye

Le Parlement refuse la confiance au gouvernement d'union

Le Parlement libyen n'accordera pas sa confiance au gouvernement d'union nationale (GNA), selon un porte-parole de cette Assemblée basée dans l'est du pays et proche d'une autorité rivale au GNA. «La majorité des députés présents à la séance du Parlement aujourd'hui ont refusé d'accorder leur confiance au gouvernement», a déclaré à Adam Boussakhra, porte-parole du Parlement, cité par des médias. «C'est la première fois que le quorum est atteint depuis cinq mois», a-t-il précisé. Sur les 101

membres du Parlement présents (sur un total de 198), 61 députés ainsi que le président de cette instance Aguila Saleh, ont voté contre la motion de confiance, un seul en faveur et 39 se sont abstenus, selon un communiqué paru sur le site du Parlement. Le Parlement, basé à Tobrouk, est reconnu par la communauté internationale mais soutient un exécutif rival, basé à Baïda (est). Issu d'un accord interlibyen parrainé par l'ONU et signé en 2015, le GNA gère les affaires courantes mais peine à asseoir son autorité

à l'échelle de tout le pays, notamment en raison de l'opposition de cette autorité politique rivale. Sur le plan de la sécurité, le GNA, basé à Tripoli, a toutefois réussi à rassembler des forces en vue de chasser de Syrte (450 km à l'est de Tripoli) l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech/EI). Depuis le début de cette offensive le 12 mai, les forces progouvernementales ont réussi à s'emparer d'une grande partie de la ville.

Kamel L./ agences

Tunisie

Vote de confiance vendredi sur le nouveau gouvernement

LE PARLEMENT tunisien a annoncé la tenue pour vendredi du vote de confiance au nouveau gouvernement du Premier ministre désigné Youssef Chahed, issu du parti au pouvoir Nidaa Tounès. L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a annoncé la date du 26 août sur son compte Twitter, ajoutant que la réunion pourrait se prolonger jusqu'à samedi. Le nouveau chef du gouvernement Youssef Chahed, désigné le 3 août par le président de la République Béji Caïd Essebsi, présentera devant les députés son programme avant des discussions sur son cabinet, a ajouté le porte-parole de l'ARP, Hassen Fathalli. M. Chahed, 40 ans, avait dévoilé samedi la composition d'un gouvernement d'«union nationale». Une fois la confiance du Parlement obtenue, le nouveau gouvernement devra notamment redresser une économie tunisienne en crise. Il sera aussi notamment jugé sur sa capacité à améliorer le quotidien des Tunisiens, sensiblement dégradé du fait d'infrastructures déficientes et d'entretien de l'espace public.

R.M.



Irak

Offensive des forces irakiennes au sud du fief jihadiste de Mossoul

■ Les forces spéciales irakiennes ont lancé hier une opération pour reprendre aux jihadistes la ville de Qayyarah, une position-clé en vue de la bataille de Mossoul, le bastion du groupe État islamique en Irak, selon des sources militaires.

Par Ali O.

De son côté, l'ONU a averti qu'une offensive sur Mossoul pourrait provoquer le pire déplacement de population depuis des années. Qayyarah se situe sur la rive ouest du Tigre, à une soixantaine de kilomètres au sud de Mossoul, la dernière

grande ville aux mains de l'EI en Irak. «L'opération a débuté à l'aube avec la participation des services du contre-terrorisme (CTS) et des forces armées», a déclaré à l'AFP le général Firas Bachar, porte-parole du commandement des opérations dans la province de Ninive, où se situent Qayyarah et Mossoul.

L'offensive a également bénéficié du soutien de la coalition internationale sous commandement américain, a-t-il ajouté.

«L'opération est en cours et atteint actuellement ses objectifs», a déclaré à l'AFP Sabah al-Nomane, porte-parole du CTS. «Qayyarah sera nettoyée et l'opération rapidement terminée, ce qui renforcera nos plans (...) pour la bataille finale visant à libérer Mossoul.»

M. Nomane a également précisé que des habitants armés à l'intérieur de la ville avaient collaboré avec les forces irakiennes dans le cadre de cette offensive,

un événement rare. Selon le maire de Qayyarah, Saleh al-Joubouri, quelque 15 000 civils seraient pris au piège de l'EI dans la ville et ses alentours.

«Nous prévoyons de fournir des produits alimentaires et médicaux à ceux qui sont encore chez eux et ne sont pas parvenus à fuir», a-t-il déclaré à l'AFP, précisant que l'aide serait «distribuée immédiatement après la libération de la ville».

M. Joubouri a indiqué que les forces du CTS progressaient rapidement dans Qayyarah et avaient déjà repris les principaux sites de la ville, quelques heures seulement après le lancement de l'opération. «La plupart des combattants de Daech (acronyme arabe de l'EI) ont été tués ou ont fui», a-t-il affirmé.

Après avoir repris en juin Fallouja, à l'ouest de Baghdad, les forces gouvernementales ont désormais Mossoul en ligne de mire, la deuxième ville du pays et capitale de facto de l'EI en Irak.

Hier, le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a averti qu'une telle offensive pourrait provoquer le déplacement



Ph. > D. R.

d'un million de personnes supplémentaires.

«Le pire est encore à venir», a déclaré le représentant du HCR en Irak, Bruno Geddo, dans un communiqué. «Selon nos prévisions, cela pourrait entraîner des

déplacements massifs à une échelle inédite dans le monde depuis de nombreuses années».

Plus de 3,4 millions de personnes ont été déplacées dans le pays depuis le début de 2014. A. O.



Points chauds Programme

Par Fouzia Mahmoudi

Ceux qui avaient prédit alors qu'Alain Juppé se reposerait sur la droite centriste, Nicolas Sarkozy jouerait à fond la carte de la droitisantisation ne s'étaient pas trompés et avaient même plutôt tendance à minimiser sa volonté de durcir son discours. Car aujourd'hui alors que l'ancien président s'est enfin présenté en tant que candidat officiel à la primaire de la droite de novembre prochain, son programme qu'il a dévoilé à la presse ne laisse aucun doute sur ses intentions de chasser les électeurs du côté des sympathisants du Front National. Sa stratégie, qui ne lui a pas réussi en 2012, sera également un moyen de se démarquer des discours de la gauche et de la droite «raisonnable». S'agissant ainsi du flux migratoire, l'ancien chef de l'État se dit favorable à l'instauration d'un principe simple : aucun immigré ne peut entrer en France sans contrat de travail. Il ne va pas jusqu'à proposer des quotas annuels votés par le Parlement. Mais il évoque la mise à disposition de statistiques précises auprès des parlementaires chaque année. Il y a encore quelques mois, il entendait soumettre le regroupement familial à des conditions spécifiques : logement assez spacieux et revenus suffisants. Dans son livre de campagne, il le supprime purement et simplement. Nicolas Sarkozy suggérait aussi, dans son livre «La France pour la vie», la mise en place d'un immense «plan Marshall» pour l'Afrique, dont le développement, expliquait-il, influe beaucoup sur l'avenir économique. Sur les conditions d'acquisition de la nationalité française, Nicolas Sarkozy propose un aménagement du droit du sol (et sa suppression totale à Mayotte, 101^e département français, où celui-ci est détourné). Un enfant né de parents étrangers sur le sol français bénéficierait d'une simple «présomption de nationalité française», laquelle serait conditionnée à la majorité en fonction de l'état du casier judiciaire. De son expérience de ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy retient l'idée que l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs est obsolète. Les «gamins» sont devenus des gaillards «quasi adultes», dont la violence est comparable à celle des majeurs, écrivait-il dans «La France pour la vie». Il souhaite donc abroger cette ordonnance et établir la majorité pénale à 16 ans en supprimant l'excuse de minorité. Concernant Schengen Sarkozy estime avoir été visionnaire, en 2012, sur l'inadaptation de l'accord européen. Trois ans plus tard, l'Europe menace, en effet, d'imposer sous l'effet d'une crise migratoire et des conséquences redoutées du Brexit. Sarkozy propose d'abroger Schengen I et de mettre en place un Schengen II si l'Europe parvient à mettre au point une politique de l'asile commune, avec des niveaux de prestations sociales comparables d'un pays à l'autre pour éviter le «dumping migratoire». Enfin, il préconise la mise en place d'une police des frontières européenne dotée de moyens militaires. Des propositions qui certes ne sont pas aussi tranchées que celles du parti d'extrême droite qu'il est accusé de copier énormément mais qui pourraient plaire à ceux qui veulent une présidence forte sans pour autant avoir à voter pour le FN. F. M.

Afghanistan

Un soldat américain tué dans une opération antitalibans

Un soldat américain a été tué hier lors d'une opération antitalibans près de Lashkar Gar, la capitale de la province du Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, a annoncé l'Otan.

«Un soldat américain a succombé à ses blessures après une opération près de Lashkar Gar dans le Helmand aujourd'hui», a déclaré l'Otan, précisant qu'un autre soldat américain et six militaires afghans ont été blessés. Un engin explosif a été déclenché au passage de la patrouille, a précisé l'Otan. Ce décès intervient après l'annonce lundi par l'Otan du déploiement

d'une centaine de soldats américains à Lashkar Gah, marquant le premier déploiement d'ampleur dans cette ville du sud du pays depuis le retrait des troupes étrangères en 2014. Les combats se sont intensifiés récemment dans le Helmand, province qui représente 80% de la production mondiale d'opium. L'arrivée des insurgés à quelques kilomètres de Lashkar Gah a fait craindre aux autorités afghanes la chute de la ville de 200 000 habitants. «Nous ne pensons pas que Lashkar Gah est sur le point de tomber», avait estimé lundi Charles Cleveland,

porte-parole des forces de l'Otan dirigées par les Américains en Afghanistan. Il avait ajouté que le déploiement de soldats américains représentait «un effort temporaire» pour entraîner et conseiller les forces afghanes, refusant de préciser combien de temps il était prévu. Les autorités afghanes ont salué hier cette aide. «Nous avons assez de troupes afghanes sur le terrain à Helmand, mais elles ont besoin de soutien et d'entraînement de nos partenaires internationaux», a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense, Mohammad Radmanesh.

Nigeria

Le chef de Boko Haram blessé dans un raid aérien

L'armée nigérienne a annoncé hier que le chef de Boko Haram Abubakar Shekau avait été sérieusement blessé et plusieurs commandants du groupe islamiste tués lors d'un raid aérien sur leur bastion du nord-est du Nigeria.

Cette annonce, qui coïncide avec une visite du secrétaire d'État américain John Kerry dans le nord du Nigeria hier, a été reçue avec scepticisme par des experts qui rappellent que les autorités nigériennes ont déjà annoncé à plusieurs reprises la mort de l'insaisissable chef de Boko Haram. Abubakar Shekau, dont le leadership à la tête de Boko Haram a récemment été mis en cause, a été «gravement blessé à l'épaule» lors de ce raid mené vendredi sur la forêt de Sambisa, selon un communiqué du porte-parole de l'armée nigé-

riane Sani Usman, sans autre détail. Trois commandants de Boko Haram - Abubakar Mubi, Malam Nuhu et Malam Hamman - ont été tués et plusieurs autres blessés, a ajouté Sani Usman. «Il semble qu'il n'y a pas d'autre confirmation (de cette information) et nous devons nous rappeler que la mort de Shekau a déjà été annoncée à plusieurs reprises», a affirmé à l'AFP Omar Mahmood, de l'Institute for Security Studies (ISS), basé en Afrique du Sud. «Toutefois, l'annonce intervient dans un contexte intéressant compte tenu des fractures au sein du mouvement et si Shekau était neutralisé cela porterait un coup fatal à sa faction», a-t-il ajouté.

Début août, le groupe État islamique, auquel Abubakar Shekau avait prêté allégeance en mars 2015, avait désigné un

nouveau «wali» (chef) de Boko Haram, son ancien porte-parole Abou Mosab Al Barnaoui.

Une semaine plus tard, Abubakar Shekau réaffirmait son leadership dans une vidéo dans laquelle il assurait faire «une responsabilité personnelle» du combat «contre le Nigeria et le monde entier».

L'armée nigérienne peut être tentée de justifier son recours à des raids aériens après que Boko Haram eut affirmé la semaine dernière que plusieurs des jeunes filles enlevées en 2014 à Chibok avaient été tuées dans des bombardements aériens, a jugé de son côté l'analyste de sécurité Ryan Cummings.

«C'est l'armée nigérienne qui nous dit que les bombardements aériens sont une stratégie efficace», a estimé l'expert.



Premier recueil de nouvelles de Karima Aitouche

«El Wadjh Ethaleth Lil Mona Lisa» dans les librairies

■ Un nouveau nom s'ajoute aux écrivains algériens mettant entre les mains des lecteurs un recueil de nouvelles plein de surprises. Il s'agit de la jeune écrivaine Karima Aitouche qui vient de publier un recueil de 176 nouvelles édité chez la maison d'édition Mim. Des personnages divers avec des histoires pleines d'émotion et de colère sont présentés aux lecteurs.

Par Abila Selles

La littérature algérienne s'est enrichie avec un nouveau nom d'une jeune écrivaine très talentueuse. C'est Karima Aitouche qui vient d'enrichir la littérature algérienne avec son premier recueil de nouvel intitulé «El Wadjh Ethaleth Lil Mona Lisa». L'auteure algérienne Karima Aitouche publie cette œuvre littéraire, un premier recueil de nouvelles en langue arabe où des thèmes existentiels sont abordés par des voix de personnages féminins, pour la plupart. Ces personnages vivent des expériences différentes desquelles ils finissent souvent avec un drame social.

Le recueil de nouvelles nous montre jusqu'au quel point une blessure émotionnelle peut influencer et changer le comporte-

ment humain. Ces blessures ont rendu les personnages très violents et déséquilibrés.

Dans ce recueil de 176 pages, édité chez Mim, dont le titre peut être traduit par «Le troisième visage de Mona Lisa» Karima Aitouche livre sa vision sur l'amour, la mort ou encore la trahison à travers huit textes de langue et de facture inégales, mais aux chutes aussi surprenantes les unes que les autres pour le lecteur.

Ce dernier sera surpris du tournement des faits qui sont souvent inattendu. L'écrivaine avait choisi ces chutes avec beaucoup de précaution tout en touchant aux émotions des lecteurs.

Ces nouvelles datées mettent en scène des personnages aussi divers qu'une mourante sur son lit d'hôpital, des amoureux bibliophiles et incapables de se

déclarer leur flamme ou encore une épouse vengeresse faisant subir les pires tortures à son mari après des années de soumission.

La nouvelliste y réserve, par ailleurs, une grande place aux descriptions détaillées des lieux abritant ces histoires, se rapprochant ainsi, dans de nombreux textes, du reportage journalistique.

La veine littéraire se manifeste, quant à elle, à travers les nombreuses citations d'auteurs célèbres qui ouvrent ces nouvelles, autant de passages révélant à la fois le goût prononcé pour la lecture chez enseignante de langue arabe et une volonté chez une auteure débutante d'appuyer les thématiques de ses histoires par des passages tirés de la grande littérature universelle.

A.S.



«Le printemps gris de Beni-Barber» de Samir Bouzidi

Un hommage rendu au combat des femmes

«Le printemps gris de Beni-Barber» est le titre du premier roman du journaliste-écrivain Samir Bouzidi qui vient de paraître aux éditions Edilivre. L'ouvrage retrace, en 84 pages, les péripéties bouleversantes de la petite Dhaouia, un petit ange qui a superbement influencé son grand-père. Une lumière dans un monde d'illuminés, Dhaouia, est juste un bout de femme téméraire qui bouleversa Beni-Barber, un hameau significativement traversé par la lourdeur de l'héritage d'un conservatisme hérissé. Quelque part dans les Aurès, dans l'Algérie profonde, une petite fille iconoclaste, «une Kahina en plus jeune», fera-ira contre l'obscurantisme et son corollaire le terrorisme. Son père a été sauvagement assassiné par les terroristes et sa mère a

perdu sa trace. C'est le maire du village qui finira par l'adopter et elle se dressera contre lui, contre sa gestion et son addiction aux affairismes. Elle subira les affres des affairistes. Et l'irréparable survint. Le corps frêle sans vie d'une fillette gisait sur le sol. Dhaouia était morte, étranglée par ses ravisseurs. Un crime d'une abomination inouïe ! Une histoire bouleversante de Dhaouia qui a bouleversé les Aurès ! Un crime abominable, un drame qui fera dire à un de ses proches que «dans un autre monde, elle aurait été notre lumière, notre guide et elle nous aurait tracé la voie de la tolérance et de l'acceptation d'autrui». Elle était si jeune mais si mûre. Le tout Beni-Barber rendait un hommage appuyé à la petite Dhaouia. L'écrivain a indiqué à la presse qu'à

travers cet ouvrage, il a tenu à «rendre hommage au combat de la femme» dans la société algérienne au paroxysme du terrorisme ravageur. «Un combat de longue date qui a permis à de milliers d'entre elles de se frayer, par le truchement de labeur et d'études poussées, une place de choix en investissant tous les secteurs et ce au terme de sacrifices colossaux», a-t-il soutenu. Natif de Sedrata (Souk Ahras), Samir Bouzidi est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en biologie et d'un DEUA en anglais. Il a été correspondant des journaux «El Watan», «Le Quotidien d'Oran» et le «Jeune Indépendant». Il est actuellement directeur du journal «Le Quotidien de Constantine» paraissant à l'Est du pays.

L.B.

Colloque international «Jugurtha affronte Rome»

Les participants appellent à actualiser les recherches sur le roi

Les participants au colloque international «Jugurtha affronte Rome» ont mis en exergue lundi à Annaba, la nécessité d'actualiser les recherches et les écrits abordant des pans de la vie et les œuvres du roi Jugurtha. Les présents à cette rencontre ouverte samedi dernier au théâtre régional Azzedine-Medjoubi ont également souligné l'importance d'encourager les recherches et les investigations de terrain, sur les traces du roi Jugurtha, dans les sites et les lieux cités dans les documents historiques. Ils ont également appelé à poursuivre les opérations d'édition et de distribution des communications et autres contributions présentées par les universitaires et les chercheurs sur le petit fils de Massinissa, au cours des colloques et séminaires. Les recommandations de ce colloque international ont porté sur l'élaboration des supports pédagogiques, à inclure au programme scolaire de l'enseigne-

ment de tamazight, ainsi que la création d'une banque de données sur les personnalités amazighes partagée entre les instances concernées par la promotion de la langue tamazight, les ministères de l'Education nationale et celui de l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique notamment. Les spécialistes venus des universités algériennes et étrangères ont suggéré d'ériger des plaques commémoratives et de baptiser des quartiers et des établissements aux noms des personnalités berbères en Algérie, en Afrique du Nord et «partout où ces figures numides ont marqué l'Histoire de l'humanité». Au cours du 3^e jour des travaux de ce colloque, il a été annoncé l'ouverture de classes d'enseignement de tamazight dans deux écoles primaires aux quartiers «Oued Kouba» et «Kharouba» au centre-ville d'Annaba, à partir de l'année scolaire 2016-2017, inscrite dans le cadre de la

promotion de tamazight, corpus linguistique millénaire et partie intégrante de l'identité nationale. L'introduction de la langue amazigh dans le programme de l'université d'Annaba, conformément à la convention de coopération pédagogique signée entre le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) et l'université Badji-Mokhtar a été aussi évoquée, soulignant que l'entrée en vigueur de cette convention sera progressive et débutera à partir de l'année universitaire 2016-2017 au centre d'enseignement intensif des langues. A la clôture du colloque, le secrétaire général du HCA, Si El hachemi Assad, a affirmé que cette rencontre a permis de mettre la lumière sur beaucoup d'aspect de la personnalité de Jugurtha, soulignant que l'objectif étant de faire connaître des personnalités et des pans de l'histoire du royaume numide.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Centre culturel Mustapha Kateb
Jusqu'au 5 septembre :
Exposition collective d'artisanat
- Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)
Jusqu'à la fin du mois d'août :
Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres
- Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 6 septembre :
Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.
- Galerie d'Arts Aïcha Haddad
Jusqu'au 01 septembre :
L'artiste Omar Kara expose ses œuvres
- Maison de la culture Ould Abderahmane Kaki de Mostaganem
Du 25 au 29 août :
49e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem
- Théâtre de verdure, Bois des arcades
26 août :
Spectacle de musique moderne par le groupe rock Dzair
- Palais de la culture Moufdi Zakaria
Jusqu'au 17 septembre :
Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»

Coup-franc direct

Que faites-vous M. Kerbadj ?

Par Mahfoud M.

Décidément le président de la Ligue professionnelle de football, Mahfoud Kerbadj, ne cessera pas de nous étonner par ses sorties publiques mais aussi par ses décisions qui sortent vraiment de l'ordinaire et qui virent plus à l'insolite. Ainsi, et après les scènes désolantes de violence lors de la première journée consécutivement au retrait de la police des stades, on s'attendait à ce que la LFP frappe un grand coup pour dissuader tous ceux qui iraient encore une fois vers l'aventure et tenteraient de toucher la quiétude de vrais supporteurs qui se déplaceraient aux stades pour suivre les matchs et apprécier le spectacle, or ce dernier nous a surpris avec certaines décisions. Si les sanctions à l'encontre du RCR, de l'USMA et du MCA étaient attendues, celle par contre qui concerne le CRB a surpris plus d'un. Il faut dire que c'est une première dans les annales du football national que de sanctionner une équipe réserve ou pour être plus clair l'équipe espoirs, alors que c'est plutôt l'équipe première qui devait être concernée. Pourquoi sanctionner l'équipe réserve alors que les supporteurs se rendent au stade pour voir l'équipe première ? Certaines mauvaises langues disent qu'il est logique que Kerbadj ne sanctionne pas le CRB puisqu'il s'agit de son club. Mais est-ce là un responsable qui se dit neutre et qui veut vraiment donner un plus au football algérien ? **M. M.**

Athlétisme

Makhloufi disputera trois meetings



LE DOUBLE médaillé d'argent du 800 et 1500 m aux Jeux olympiques 2016 de Rio de Janeiro, l'Algérien Taoufik Makhloufi, va participer à trois meetings d'athlétisme entre fin août et début septembre, a appris l'APS auprès de l'intéressé. Le champion algérien reprendra du service le 27 août prochain à l'occasion du meeting IAAF Diamond League de Paris qui se déroulera au stade Saint-Denis. Pas moins de huit champions olympiques sacrés à Rio de Janeiro ont confirmé leur présence à la 12^e étape de l'IAAF Diamond League. Tous ont choisi

si Paris pour prolonger la fête : les Américains Kerron Clement (400 m haies) et Ryan Crouser (poids) chez les hommes ainsi que la Jamaïcaine Elaine Thompson, nouvelle reine du sprint mondial (doublé 100 et 200 m), les Américaines Brianna Rollins (100 m haies) et Tianna Bartoletta (longueur), la Kényane Faith Kipyegon (1500 m), la Bahreïnienne Ruth Jebet (3000 m steeple) et la Croate Sandra Perkovic (disque) chez les femmes. Après Paris, Makhloufi s'engagera au meeting IAAF World challenge de Berlin qui aura lieu le 3 septembre avant de clôturer sa saison en prenant part au meeting de l'IAAF Diamond League de Bruxelles prévu le 9 septembre. Le double vice-champion olympique algérien à Rio tentera de confirmer ses belles prestations aux Jeux où il a fait six courses, trois sur 800m et autant sur 1500 m avec à la clé deux médailles d'argent.

Sélection algérienne de handball

Bouhekriou s'en va

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe algérienne de handball Salah Bouhekriou, dont le contrat courait jusqu'en 2017, a quitté son poste et devrait être remplacé par un technicien étranger, a-t-on appris auprès du président de la Fédération algérienne de handball (FAHB) Saïd Bouamra. «Bouhekriou n'est plus sélectionneur. Il voulait partir, alors nous ne pouvons pas aller à l'encontre de son envie. Pour le moment, nous allons prendre tout notre temps pour désigner un nouveau sélectionneur d'autant qu'il n'y a aucune échéance en vue. Le futur coach sera vraisemblablement un étranger», a indiqué le premier responsable de la FAHB. Salah Bouhekriou était revenu à la tête du Sept national à quelques semaines de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2016 disputée en janvier dernier au Caire (Egypte), qui a vu l'Algérie terminer au pied du podium, échouant à se qualifier au Mondial 2017 en France. Avant d'atterrir à nouveau en équipe nationale, Bouhekriou coachait la sélection du Bahreïn qu'il avait quittée au moment où son

contrat n'avait pas encore expiré. Alors qu'aucune échéance n'était prévue pour l'équipe première, Bouhekriou a été appelé à intégrer le staff technique de la sélection des moins de 21 ans (U-21), engagé en septembre prochain à la CAN-2016 au Mali, avant de «laisser place à l'actuel entraîneur Rabah Gherbi pour continuer le travail». «Nous allons établir une nouvelle réorganisation au sein de la sélection avec l'installation d'un entraîneur algérien qui sera encadré par un étranger, comme ça se fait d'ailleurs au sein des plus grandes nations de handball», a expliqué Bouamra. Et d'enchaîner : «Nous avons reçu déjà plusieurs propositions de techniciens étrangers désirant travailler avec nous. Pour le moment, nous n'avons pris aucune décision». Par ailleurs, le président de la FAHB a révélé qu'un «expert français désigné par la Fédération internationale de la discipline (IHF) aura comme mission de superviser les différentes sélections nationales et notamment celle des U-21 en vue notamment du mondial 2017 en Algérie», a-t-il conclu.

Sanctions de la LFP Le RCR, l'USMA et le MCA sanctionnés, le CRB épargné

■ La Ligue professionnelle a rendu publiques les sanctions qui concernent certains clubs qui ont été coupables de violence lors de la première journée de Ligue 1, après des scènes regrettables qui ont eu lieu dans certains stades.



Le RCR a payé cash le boycott de son match

Par Mahfoud M.

Ainsi, le RC Relizane qui a refusé d'affronter le NA Hussein-Dey pour avoir été privé de recrutement en raison de non paiement de mensualités de certains de ses anciens joueurs a eu match perdu par pénalité. Le RCR a fait également l'objet d'une défalcation de trois points, en plus d'une amende d'un million de dinars. Le club relizanais débute donc la saison avec déjà un retard de trois points, ce qui complique davantage la tâche de ce club. De son côté, le Mouloudia d'Alger et son voisin de l'UM Alger ont écopé

chacun d'un match à huis clos après les incidents ayant émaillé leurs matchs respectifs lors de la première journée du championnat de Ligue 1 algérienne le week-end dernier face à la JS Kabylie et le MO Béjaïa. Le MCA purgera cette sanction à l'occasion du derby contre l'USMA coïncidant avec la 7^e journée, car le club aura d'abord à consommer les deux matchs à huis clos dont il avait écopé en fin de saison passée en raison des dépassements survenus pendant et après sa rencontre à domicile contre l'ES Sétif. Les Vert et Rouge de la capitale seront ainsi privés de leur public

au cours de leurs trois premiers matchs à domicile comptant pour le nouvel exercice 2016-2017. Toutefois et bizarrement le CR Belouizdad a été épargné de sanctions de la LFP alors que des scènes de rare violence ont éclaté aussi au cours de son match face au MC Oran pour le compte aussi de la première journée du championnat. Ainsi, la Ligue s'est contenté de sanctionner les équipes réserves de ces deux formations qui joueraient donc leur prochain match à huis clos. Les deux clubs auront également à s'acquitter chacun d'une amende de 50 000 DA. **M. M.**

Montpellier

Nicollin refuse de céder Boudebouz

Le président de Montpellier (Ligue 1 française de football) Louis Nicollin a fermé la porte lundi à un éventuel départ cet été de son milieu international algérien Ryad Boudebouz, convoité par la Lazio de Rome (Italie) et le Celta Vigo (Espagne). «Il est invendable. On attendra l'an prochain ou le mercato d'hiver (...) S'il continue comme ça, sa valeur marchande va augmenter et le pedigree des clubs intéressés aussi», a affirmé le président du club de l'Hérault au quotidien L'Equipe. Boudebouz (26 ans), troisième meilleur passeur de la Ligue 1 la saison passée, espère évidemment vivre sa première expérience en dehors de la France. Dans une récente déclaration à la presse, le joueur algérien a fait part de son désir de rejoindre la Lazio de Rome, qualifiant la formation romaine de «grande équipe». La sortie médiatique de Louis Nicollin intervient à l'issue d'une réunion tenue avec Karim Aklil, l'agent de Boudebouz, où tout le monde se serait accordé à dire que «les prétendants actuels du joueur ne lui permettraient pas de franchir un véritable palier dans sa carrière». «S'il part cet été, cet hiver ou l'an prochain, ce sera en parfait

accord avec Montpellier», confirme Aklil, toujours dans L'Equipe. Boudebouz fait partie de la liste des 23 joueurs retenus par le sélectionneur national, le Serbe Milovan Rajevac en vue de la

réception du Lesotho le 4 septembre à Blida (20h30) dans le cadre de la 6^e et dernière journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

O Lyon

Ghezzal aurait refusé Everton

L'AILIER INTERNATIONAL algérien de l'Olympique Lyon (Ligue 1 française de football), Rachid Ghezzal, a refusé la proposition qui lui est parvenue d'Everton (Premier League anglaise), a annoncé lundi la radio RMC. Après s'être donné un week-end de réflexion avec son entourage, le joueur algérien a appelé lundi après-midi les dirigeants d'Everton pour leur signifier qu'il ne donnerait pas suite à leur proposition de contrat, établie en milieu de semaine dernière à l'occasion d'une entrevue entre les deux clubs, ajoute la même source. La non-participation du club anglais à une compétition européenne la saison prochaine a dissuadé Ghezzal à accepter cette offre. Ghezzal (24 ans), sous contrat avec l'OL jusqu'en juin 2017, n'a pas trouvé un terrain d'entente avec la direction de son club pour le prolongement de son bail. Une situation qui a incité quelques clubs européens, dont Everton, à s'intéresser à lui depuis quelques semaines. A huit jours de la clôture de la période des transferts d'été, le joueur n'a désormais plus de choix que de rester à Lyon à moins d'un transfert de dernière minute. L'ailier droit des Rhodaniens, révélation de la saison passée, n'a pas été aligné lors des deux dernières sorties de Lyon. En plus d'avoir raté le trophée des champions, l'Algérien n'était pas du groupe qui a joué et gagné contre Nancy, dimanche passé pour le compte de la première journée de Ligue 1. Blessé, le frère cadet de l'ancien international algérien Abdelkader, n'a pas été retenu pour le match de l'équipe nationale face au Lesotho le 4 septembre prochain à Blida, dans le cadre de la 6^e et dernière journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Le CRAAG l'a annoncé

La terre a tremblé à Tissemsilt

UNE SECOUSSE d'une magnitude de 3,7 degrés sur l'échelle Richter a été enregistré mardi à 14h33 dans la localité de Bordj El Amir Abdelkader (Tissemsilt), a indiqué le Centre

de Recherche en Astronomie et Géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été situé à 09 km au nord-ouest de Bordj El Amir Abdelkader, précise la même source.

Mascara

Un bébé de deux ans percuté par un chauffard

UN BÉBÉ de deux ans a été mortellement percuté, dimanche soir, par un véhicule, dans la commune de Tighenif, a-t-on appris, lundi, du chargé de la communication de la Protection civile de la wilaya de Mascara. Le lieutenant Tahar Mehenni a indiqué que l'accident s'est produit, dimanche vers 17 heures, au

douar Ouled Beldjillali. Le corps du bébé a été abandonné en bordure de la route par le chauffard qui a pris la fuite. La dépouille de la petite victime a été transférée vers la morgue de l'hôpital de la ville de Tighenif. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur les circonstances de ce drame.

Lors d'un contrôle routier en Caroline du Nord/États-Unis

Un policier tue un sourd-muet

UN CONDUCTEUR sourd-muet non armé a été tué par un policier en Caroline du Nord, dans le sud-est des États-Unis, à la suite d'un excès de vitesse, ont indiqué les autorités locales lundi.

Le policier en question voulait arrêter le conducteur pour excès de vitesse, mais l'homme avait poursuivi sa route jusqu'à son domicile. «Il n'a même pas entendu la sirène, il n'a rien entendu», a commenté Mark Barringer, un voisin, à la chaîne locale «WSOC».

Après une «brève poursuite», «le conducteur est sorti de son véhicule et il y a eu une interaction entre le conducteur et le policier qui a entraîné le tir d'un coup de feu», a expliqué Michael Baker, porte-parole de la police de la route de l'État, dans un

communiqué. «Le conducteur a succombé à ses blessures sur place», a-t-il ajouté.

L'incident s'est déroulé jeudi en début de soirée dans le quartier de Seven Oaks, dans la ville de Charlotte. La famille du jeune homme a lancé une collecte pour couvrir les frais d'obsèques et pour créer, avec l'éventuel surplus, une fondation en son nom pour informer et former les policiers en cas de confrontation avec une personne sourde-muette. Elle appelle également à une réforme du dispositif d'enregistrement des véhicules pour que soit signalé qu'un conducteur est sourd lorsque les policiers entrent un numéro d'immatriculation dans leurs ordinateurs. Le policier a été suspendu avec effet immédiat le temps de l'enquête, a-t-on précisé.

Election présidentielle française de 2017

Nicolas Sarkozy annonce sa candidature

NICOLAS SARKOZY, ancien président de la République, et actuellement à la tête du parti d'opposition Les Républicains, publie aujourd'hui un livre dans lequel il annonce sa candidature pour un nouveau mandat présidentiel en 2017 :

«J'ai décidé d'être candidat à la présidentielle de 2017. La France exige qu'on lui donne tout».

Intitulé «Tout pour la France», l'ouvrage de 231 pages est édité chez Plon. Écrit en trois mois, il se divise en cinq chapitres intitulés «Le défi de la vérité», «Le défi de l'identité», «Le défi de la compétitivité», «Le défi de l'autorité», «Le défi de la liberté». La déclaration de sa candidature y figure en prologue.

Par ailleurs, Nicolas Sarkozy précise qu'il se conformera aux règles de la primaire, et qu'il quittait la présidence du parti Les Républicains pour se consacrer à sa seule candidature en vue de reconquérir l'Élysée.

Désormais en campagne, Nicolas Sarkozy tiendra après demain son premier meeting de campagne à Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône. Il rejoint la liste des candidats à la primaire, qui sont désormais treize.



Le mouton de l'aid trop cher cette année



Loumis

Djalou@hotmail.com

Trafic de drogue

Quatre individus arrêtés à Béjaïa

■ Un réseau spécialisé dans le trafic de drogue composé de quatre individus âgés entre 26 et 61 ans a été démantelé ces derniers jours par les éléments de la brigade de lutte contre les stupés de la sûreté de wilaya, annonce cette dernière dans un communiqué de presse.

Par Hocine C.

Leur arrestation est intervenue suite à des informations qui sont parvenues aux services de sécurité qui ont lancé une enquête et établi un plan pour mettre hors d'état de nuire les quatre dealers qui empoisonnent les jeunes par la drogue. Les services de sécurité ont, au cours de cette opération, saisi une quantité de kif sous forme de barrettes, une somme d'argent constituant les revenus de vente de la drogue et des armes blanches de type 6. «Deux individus ont été condamnés par le parquet à 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de

200 000,00DA et les deux autres ont écopé de deux mois de prison ferme et une amende de 50 000,00 DA pour les chefs d'inculpation d'association de mal-

faiteurs, détention, transport, revente de drogue, etc.», ajoute la même source.

H.C.

Découvert par une femme sur une plage non surveillée

Un jeune trouve la mort par noyade à Jijel

UNE PERSONNE a trouvé la mort hier matin sur une plage non surveillée à Jijel, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Originaire de Médéa, la victime âgée de 33 ans et médecin de profession, est décédée sur la plage non surveillée d'El Achouet (est de Jijel) aux envi-

rons de 9 heures du matin, a précisé à la chargée de communication de la Protection civile, le lieutenant Ahlem Boumala.

Le corps flottant du jeune médecin a été découvert par son épouse qui a alerté les éléments de la Protection civile, a-t-on encore détaillé.

Accidents de la route

51 morts et 2 077 blessés en une semaine

CINQUANTE et une personnes ont trouvé la mort et 2 077 autres ont été blessées dans 1 608 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 14 au 20 août au

niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile. L'accident le plus grave a eu lieu dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj faisant 4 morts et 51 blessés, note la même source.

«En lien avec des réseaux terroristes» en France
Cazeneuve annonce sept arrestations en août

SEPT personnes «en lien avec des réseaux terroristes» ont été arrêtées en France au mois d'août, dont «trois au moins avaient des projets constitués» d'attaques, a déclaré mardi le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. «Le nombre d'individus en lien avec des réseaux terroristes interpellés dans les six premiers mois de l'année en France est équivalent à celui de la totalité de l'année 2015», a précisé le ministre à l'issue d'un entretien avec son homologue allemand Thomas de Maizière. La France a subi en un mois et demi trois attaques terroristes revendiquées par le groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dont l'attentat de Nice du 14 juillet (86 morts), plus de six mois après les attentats de Paris et Saint-Denis en novembre, qui rappellent-le, avaient fait pas moins de 130 morts.

Hamid M.